



Democracia real YA ! - Le crédit, le temps, l'espace et la révolution

Par [Daniel Tanuro](#)

Mondialisation.ca, 31 mai 2011

31 mai 2011

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Économie](#)



En visite au camp des indignéEs de la Place de Catalogne, à Barcelone, Eduardo Galeano a accordé un entretien au cours duquel il a dit notamment ceci : « *La vie vaut d'être vécue (...). Il y a un autre monde possible dans le ventre de ce monde-ci. (...) Je ne sais pas ce qui va se passer. Et ça ne m'importe pas tellement de savoir ce qui va se passer. Ce qui m'importe c'est ce qui est en train de se passer. Ce qui m'importe, c'est le temps qui est, et ce temps qui est s'ouvre sur d'autres possibles qui seront, mais on ne sait pas ce qu'ils seront* » [1].

Crise du crédit, crise du temps, crise de civilisation

Ces paroles du célèbre écrivain latino-américain incitent à creuser la signification du petit mot « ya » dans ce slogan du mouvement social en cours dans l'Etat espagnol : « *Democracia real ya* » (démocratie réelle maintenant). Lorsqu'on se livre à cet exercice, on arrive à la conclusion que ce « Ya », en fait, concentre tout le potentiel révolutionnaire de cette magnifique mobilisation : on veut que ça change maintenant, n'essayez pas de nous endormir avec vos promesses d'un avenir meilleur ; on commence à imposer ce changement maintenant, par la lutte ici ; cette lutte est dure mais source d'intelligence, de joie, de dignité ici et maintenant ; elle entrouvre la porte vers un autre monde possible maintenant du fait que oui, il existe déjà, en creux, à l'envers du monde actuel.

« *Toute économie se résout en dernière analyse à une économie du temps* » (Marx). L'importance du « Ya » renvoie en fait à la crise de la temporalité capitaliste et indique qu'il s'agit d'un aspect majeur de la très profonde crise de civilisation qui ronge cette société de l'intérieur. Système en constant déséquilibre, système pressé qui ne peut que courir de plus en plus vite en grossissant sans cesse, le capitalisme écrase constamment le présent sous le futur, repoussant devant lui problèmes et solutions. Les premiers grossissent, les secondes deviennent de plus en plus improbables ou inacceptables ? Le capitalisme n'en a cure : il continue de courir. Il ne peut tout simplement pas faire autrement, car chacun des capitaux qui le composent doit choisir : courir ou mourir.

Courir, c'est-à-dire investir, remplacer les travailleurEUSEs par des machines plus productives. Courir, c'est-à-dire vendre à tout prix, réaliser la plus-value sans tarder afin de la réinvestir. Courir, c'est-à-dire créer sans cesse de nouveaux besoins pour que la surconsommation (des riches) et le surendettement (des pauvres) absorbent la surproduction par les machines. Courir, c'est-à-dire fabriquer des marchandises à

l'obsolescence accélérée, afin que la demande ne soit jamais apaisée. Courir, c'est-à-dire investir à crédit, vendre à crédit, acheter à crédit, vivre à crédit, aimer à crédit, mourir à crédit...

La dite crise financière a fait jaillir l'absurdité de cette fuite en avant permanente. Crise du crédit, c'est-à-dire du centre nerveux censé coordonner les activités des capitaux concurrents et égaliser le taux de profit, cette crise de la finance est en réalité celle du capitalisme mondialisé en tant que mode de production de l'existence sociale. C'est la crise du « demain on rase gratis » ; la crise du « achetez aujourd'hui et payez plus tard » ; la crise du théorème de Schmidt (« *les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain* ») ; la crise de la croyance en un *deus ex machina* technologique qui surgira à temps pour empêcher une catastrophe écologique ;... et la crise des autruches politiques corrompues, si serviles face au capital et si arrogantes face aux peuples, à qui le portefeuille tient lieu de cerveau et le néolibéralisme de pensée.

Non à la relance destructrice, oui à l'alternative. Maintenant

Le capitalisme ne résout rien, il détruit tout. Côté planète, l'Agence Internationale de l'Energie vient de le révéler : les émissions de CO₂ ont augmenté de 1,6 Gt en 2010. Cette hausse sans précédent confirme que le plafond de 2°C d'augmentation de la température par rapport à la période pré-industrielle ne peut plus être respecté. Faute de mesures très radicales prises maintenant, le cap est mis d'ici la fin du siècle sur une augmentation d'au moins 4°C de la température de la Terre [2], entraînant une série de catastrophes irréversibles à l'échelle humaine des temps... Côté société, il suffit de jeter un œil sur les statistiques du chômage, en particulier le chômage des jeunes, pour prendre la mesure du carnage : plus de 40% en Espagne, plus de 30% en Grèce et en Irlande, plus de 20% en France et en Allemagne. Privés du droit de se rendre utile à la société, des millions de jeunes diplômés, qualifiés, sont condamnés à survivre avec 500 ou 600 Euros par mois... au milieu d'un océan de capitaux inemployés.

De plus en plus de personnes comprennent que relancer ce système pourri en espérant que demain tout ira mieux ne ferait qu'augmenter les destructions de toutes sortes. Sur le plan écologique, cela signifierait encore plus de marchandises produites, donc d'énergie consommée, donc de gaz à effet de serre envoyés dans l'atmosphère - sans compter l'appropriation capitaliste des terres, des forêts, de l'air, ainsi que les technologies d'apprentis-sorciers (OGM, nucléaire, agrocarburants, gaz de schiste, « charbon propre »... on en passe). Sur plan social, la relance de la production ne satisferait pas les besoins sociaux les plus criants, vu que ceux-ci sont généralement non solvables. Le capitalisme ne produisant que pour le profit, sa relance nécessiterait donc d'accepter les plans d'austérité du FMI et des gouvernements, qui visent tout simplement à détruire ce qui reste de l'Etat providence : allongement de la carrière, diminution de salaire, coupes sombres dans la fonction publique et la sécurité sociale, flexibilité et précarité accrues,...

Une alternative est nécessaire. Pas demain, maintenant. Une alternative immédiate, fondée sur l'utilisation intelligente de « *ce qu'il y a de subversif dans le réel* », selon la formule de Bernard Friot [3]. Pour l'élaborer, pour en identifier les points d'appui existants, il faut penser ; pour penser il faut s'arrêter et se rassembler en un lieu déterminé. Reconquérir le temps et l'espace pour reconstruire du lien social : c'est ce que font les indignés dans l'Etat espagnol. Les manifestes qu'ils/ elles adoptent, au terme de longs débats démocratiques en assemblées populaires, montrent que la méthode est féconde. Comme celle de la place Tahrir en Egypte ou de la Casbah en Tunisie, cette mobilisation atypique

confirme ainsi une grande leçon de l'histoire du mouvement ouvrier : la lutte collective permet à la conscience de faire d'énormes bonds en avant ; cela peut changer complètement le rapport de forces car, comme le disait Marx, « *quand les idées s'emparent des masses, elles deviennent des forces matérielles* ».

« Try to begin to change the world »

Quelles idées ? Il n'en manque pas ! Toutefois, dans le foisonnement créatif de demandes formulées par les IndignéEs de Madrid, de Barcelone et d'ailleurs, deux revendications nous semblent particulièrement importantes : la nationalisation de la finance et celle de l'énergie. D'une part, elles s'appuient sur le fait qu'il existe déjà un secteur public - c'est « le subversif dans le réel », l'ouverture vers un autre possible. D'autre part, si nous en soulignons l'importance, ce n'est pas par attachement dogmatique aux recettes sacrées du Programme de Transition, mais pour des raisons stratégiques, basées sur une analyse précise : ces deux secteurs sont les principaux responsables de la casse sociale et de la casse environnementale, ils sont liés entre eux par les énormes crédits nécessaires aux investissements de long terme en capital fixe (plateformes pétrolières, raffineries, centrales électriques,...), ils dominent l'économie ainsi que la politique, et bloquent toute solution écosocialiste... de sorte que leur couple infernal est en train de mener l'humanité droit dans le mur.

Ensemble avec la réduction radicale du temps de travail (sans perte de salaire et avec embauche compensatoire) et avec des réformes démocratiques dans le champ politique, ces deux revendications nous semblent devoir être mises au cœur d'un programme anticapitaliste. Elles lui conféreront beaucoup de force et de crédibilité, parce qu'elles répondent indiscutablement à des nécessités objectives vitales, incontournables (notamment la nécessité de prendre d'urgence des mesures drastiques pour éviter une élévation du niveau des océans d'un mètre ou plus d'ici la fin du siècle !).

On entend déjà les sceptiques et les blasés : vous prenez vos rêves pour des réalités, les gens sont trop individualistes, les rapports de forces sont trop dégradés, l'emprise des bureaucraties syndicales est forte, la conscience de classe est en chute libre, le projet socialiste est discrédité... Certes, tous ces facteurs incitent à tempérer quelque peu l'enthousiasme. Mais il s'agit avant tout de saluer la magnifique leçon d'audace, de courage, d'intelligence et de volontarisme (dans le bon sens du terme) donnée par les IndignéEs de la Puerta del Sol et de la Place de Catalogne !

« *Try to begin to change the world* », disait Ernest Mandel, s'appuyant sur la dernière des onze thèses de Marx sur Feuerbach (« *Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde, il est temps de le changer* »). Quelques milliers de jeunes ont commencé, et ils ont prouvé en pratique que notre vieille amie la taupe, la révolution, creuse sous la surface aride de ce capitalisme faussement triomphant.

Alain Tondeur

[1] <http://www.youtube.com/watch?v=FZ3M...>

[2] Voir Fiona Harvey, The Guardian, disponible sur ESSF (artile 21758) : [Worst ever carbon emissions leave climate on the brink](#).

[3] « Retraites : l'enjeu majeur est de voir le subversif dans le réel », Bernard Friot, Carré Rouge N°44, nov. 2010.

Articles Par : [Daniel Tanuro](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca